

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

AFR 38/011/2003 – ÉFAI

Action complémentaire sur l'AU 333/03 (AFR 38/010/2003 du 14 novembre 2003)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES DE TORTURE ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS / DÉTENTION AU SECRET / PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ

MAURITANIE

Mohamed Khouna Ould Haidalla (h)
Sidi Mohamed Ould Haidalla (h), son fils
Habba Ould Mohamed Vall (h)
Mohamed Yehdhi Ould Breideleil (h)
Ismaël Ould Amar (h) (orthographe rectifiée)
ainsi que huit autres personnes

quatre nouvelles personnes menacées :

Sid Ahmed Ould Haidalla (h)
Cheikh Sidi El Moctar Ould Horma (h)
Cheikh Bikou (h)
Said Ould Zergane (h)

personne libérée :

Mahmoudy Ould Slama (h)

Londres, le 19 novembre 2003

Selon les informations recueillies, Mahmoudy Ould Slama a été libéré le 17 novembre. Les autorités l'avaient arrêté parce qu'elles le soupçonnaient de fomenter un coup d'État avec un groupe de sympathisants de Mohamed Khouna Ould Haidalla, ex-candidat à l'élection présidentielle. Aucune charge n'a été retenue contre lui et il n'a manifestement pas été soumis à des mauvais traitements. Depuis son arrestation, le 10 novembre 2003, il était en garde à vue au poste de police de Ksar II à Nouakchott, la capitale.

Le 16 novembre, Sidi Mohamed Ould Haidalla, qui était détenu au secret dans le commissariat central de Nouakchott, ainsi que cinq autres personnes en garde à vue au poste de police de Ksar II ont été transférés dans la prison de Beyla, également située dans la capitale mauritanienne. Les personnes incarcérées dans cet établissement n'ont toujours pas été autorisées à s'entretenir avec un avocat, ni à recevoir la visite de leurs proches ou à consulter un médecin.

Habba Ould Mohamed Vall, Mohamed Yehdhi Ould Breideleil et Ismaël Ould Amar, détenus dans la prison de Beyla, seraient tous trois diabétiques. Leurs proches ont essayé de leur faire parvenir une nourriture adaptée à leur état de santé, mais ces tentatives n'ont pas abouti. Mohamed Khouna Ould Haidalla aurait lui aussi besoin de soins médicaux car il souffrirait de troubles gastriques et serait dans un grand état d'épuisement.

Sid Ahmed Ould Haidalla, le deuxième fils de Mohamed Khouna Ould Haidalla, a été appréhendé le 5 novembre, avant la tenue du scrutin. Dans un premier temps, il a été détenu au secret au commissariat central de Nouakchott, puis a été transféré, le 11 novembre, dans la prison d'Aleg, une ville située à environ 350 kilomètres au sud-est de la capitale, où il serait soumis à un traitement cruel, inhumain ou dégradant s'apparentant à la torture. En effet, il aurait en permanence les pieds ligotés, ce qui restreint non seulement ses mouvements mais le fait également souffrir. De toute évidence, aucune charge n'a été retenue contre lui ; il est possible cependant que les autorités l'aient arrêté parce qu'elles le soupçonnaient d'avoir aussi pris part à la préparation d'un coup d'État.

Le 16 novembre, Cheikh Sidi El Moctar Ould Horma, directeur adjoint de la campagne de Mohamed Khouna Ould Haidalla, a été appréhendé après avoir été convoqué, semble-t-il, dans le bureau du procureur de la République. Il est également maintenu en détention dans la prison de Beyla. Cheikh Bikou et Said Ould Zergane, investis dans la préparation de la campagne électorale de Mohamed Khouna Ould Haidalla, ont été interpellés le 17 novembre ; on pense qu'ils ont été placés en garde à vue à Nouakchott.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en français, en arabe ou dans votre propre langue) :

- dites-vous préoccupé par le fait que Sid Ahmed Ould Haidalla, actuellement incarcéré dans la prison d'Aleg, est soumis à un traitement cruel, inhumain ou dégradant s'apparentant à la torture ;
- exhortez les autorités à veiller à ce qu'aucun détenu ne soit soumis à la torture ni à d'autres formes de sévices ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants en détention ;
- déclarez-vous préoccupé par la détention au secret de Mohamed Khouna Ould Haidalla et d'au moins 15 autres personnes proches de cet homme arrêtées aux alentours de l'élection présidentielle du 7 novembre ;
- appelez les pouvoirs publics à autoriser tous les détenus à recevoir régulièrement la visite de leurs proches et de leurs avocats et à bénéficier des soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- demandez que Mohamed Khouna Ould Haidalla, Habba Ould Mohamed Vall, Ismaël Ould Amar et Mohamed Yehdhi Ould Breideleil bénéficient des soins médicaux requis par leur état de santé ;
- engagez les autorités à inculper ces personnes d'une infraction prévue par la loi ou à les libérer immédiatement ;
- si les détenus ne sont pas relâchés, cherchez à obtenir des éclaircissements sur la nature exacte des charges retenues contre eux et demandez que les éventuels procès à venir soient publics.

APPELS À :

Remarque : L'obtention des lignes de fax peut s'avérer difficile.

Président de la République :

Monsieur le Président Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya
Président de la République
Présidence de la République
BP 184
Nouakchott, Mauritanie

Télégrammes : Président de la République, Nouakchott, Mauritanie

Formule d'appel : Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur, des Postes et

Télécommunications :

Monsieur Kaba Ould Aléwa
Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications
Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications,
BP 195
Nouakchott, Mauritanie

Télégrammes : Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications, Nouakchott, Mauritanie

Fax : +222 525 36 61

Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

Ministre de la Justice :

Monsieur Diabira Bakary
Ministre de la Justice
Ministère de la Justice, BP 350
Nouakchott, Mauritanie

Télégrammes : Ministre de la Justice, Nouakchott, Mauritanie

Fax : +222 525 70 02 (Si un correspondant vous répond, demandez la ligne de fax.)

Formule d'appel : Monsieur le Ministre,

COPIES aux représentants diplomatiques de la Mauritanie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 31 DÉCEMBRE 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*